

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 11 AOUT 2025

**Arrêté préfectoral n°n°ICPE-2025-041
portant mise en demeure**

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

Société TECHCI

Commune de SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé,

VU l'arrêté préfectoral du 27/10/2010 fixant les dispositions applicables à la société TECHCI, dont le siège social est situé 205 route de la plaine ZA Truison à Saint-Genix-les-Villages pour l'exploitation de ses installations de production de circuits imprimés destinés principalement au secteur de l'aviation ;

VU le rapport du 14/05/2025 de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, établi suite à la visite du 8/04/2025 ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 25/06/2025 à la société TECHCI transmettant son rapport et le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure, dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement. Par ce même courrier, la société TECHCI est informée du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;

VU les observations apportées en réponse par l'exploitant dans son courrier transmis de manière dématérialisée le 15/07/2025 ;

CONSIDÉRANT les non-conformités constatées dans le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux industriels de l'établissement TECHCI, portant sur les paramètres suivants : le volume journalier rejeté, la DCO, le Cuivre ;

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses des eaux résiduaires présentent, depuis plus de deux ans, des valeurs supérieures aux valeurs limites réglementaires applicables à l'établissement :

- pour la DCO, en concentration et flux,
- pour le Cuivre, en concentration,
- et pour le volume journalier ;

CONSIDÉRANT le taux de non-conformités sur les six derniers mois : environ 90 % pour le volume journalier, 80 % pour le flux en DCO, 60 % pour la concentration, et 20 % pour le flux en Cuivre ;

CONSIDÉRANT que le programme de surveillance mis en place par l'exploitant pour les eaux résiduaires n'intègre pas l'ensemble des substances réglementairement prescrites ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il s'agit de non-conformités notables et récurrentes et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société TECHCI a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 14/05/2025, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TECHCI (SIREN : 390 909 547), située 205 route de la Plaine ZA Truison à Saint-Genix-les-Villages est mise en demeure, sous un délai de 1 mois :

- de respecter les valeurs limites d'émissions applicables réglementairement aux effluents aqueux de l'établissement, exprimées en concentration et en flux, et ce pour l'ensemble des paramètres et substances imposées par la réglementation.

Article 2 - Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente :

1° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de cette décision ;

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr,

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de Saint-Genix-les-Villages.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale

Laurence TUR